

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 28 juillet 2014 (5^{ème} séance)

Délibération n° COM 2014-07-05/57

OBJET : Installation d'un conseiller communautaire

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie de Morne-à-L'Eau, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

PRESENTS (26) :

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION (3) :

M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor

M. DARTRON Jean à M. BARDAIL Jean

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph

CONSEILLER COMMUNAUTAIRE EXCUSE (1):

Mme GUILLAUME Stella

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS (6) :

M. DULAC Daniel, M. HERMIN Georges, M. LOMBION Jean-Claude, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-1 ;

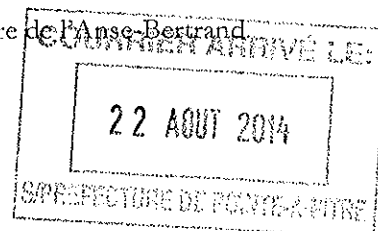
Vu le Code électoral, notamment son article L. 273-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu le courrier de M. Jacky Daulcle adressé à la Présidente de la CANGT, en date du 04 juin 2014 et arrivé le 23 juin 2014 à la CANGT ;

Vu le courrier en date du 25 juin, adressé par la Présidente à Monsieur Delta, Maire de l'Anse-Bertrand.



Considérant que par courrier du 04 juin 2014, M. Jacky DAULCLE, conseiller communautaire de la commune de l'Anse Bertrand, a informé la Présidente de sa démission de son mandat de conseiller communautaire.

Considérant que ce courrier a été transmis par bordereaux du 16 juillet 2014, pour information, à Mme la Préfète de Région et M. le Sous-préfet de Pointe-à-Pitre.

Considérant que par courrier du 25 juin 2014, la Présidente en a informé M. Edouard DELTA, Maire de l'Anse-Bertrand, et l'a invité à lui communiquer le nom du candidat de même sexe, élu conseiller municipal, suivant la liste des candidats aux sièges de conseillers communautaires sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu.


Considérant que M. Edouard DELTA a indiqué que la personne répondant aux conditions précitées est M. Denis CORNEILLE.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Installe M. Denis CORNEILLE comme nouveau conseiller communautaire représentant la commune de l'Anse-Bertrand, en remplacement d'un conseiller démissionnaire.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,


La Présidente,
Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.